



MICHAEL KAMBER/POLARIS

## Des Solutions africaines pour l'Afrique

PAR AKWASI AIDOO

► En Afrique, une plaisanterie courante mais cruelle prétend que pour chaque guerre civile africaine il y a des centaines de négociations de paix. En Somalie, au Soudan, au Liberia, en Angola, en République démocratique du Congo et au Burundi, par exemple, les pourparlers de paix ont en général été aussi prolongés et avec autant d'épisodes que les guerres civiles.

Pour surmonter les difficultés qui entravent la réalisation d'une paix durable,

Akwasi Aidoo est le Directeur de l'Initiative Spéciale de la Fondation Ford pour l'Afrique.

la Fondation a mis sur pied, il y a deux ans, l'Initiative Spéciale pour l'Afrique. Ce projet est consacré à l'identification de solutions à trouver aux trois enjeux régionaux : la paix et les conflits, la citoyenneté et l'identité ainsi que l'intégration économique.

Au cours des deux dernières années, l'Initiative Spéciale a convoqué plus de 150 universitaires, leaders d'opinion, militants des mouvements sociaux, fonctionnaires et bailleurs de fonds de 30 pays africains afin de définir des stratégies continentales pour prendre en charge ces enjeux.

**Un enfant soldat du Congo montre une grenade tirée de son sac à dos. Divers groupes plaident pour une mise en œuvre plus rigoureuse des traités régionaux de lutte contre les armes légères.**

En définitive, une cinquantaine d'organisations et d'institutions africaines travaillent aujourd'hui ensemble à renforcer l'application des politiques et traités régionaux et à créer une place où les voix historiquement marginalisées à pourront se faire entendre. L'Initiative Spéciale répertorie les approches africaines réussies dans les domaines de la lutte contre les armes légères, les négociations de paix, les obstacles à l'immigration et les échanges régionaux.

Les efforts se focaliseront dans un premier temps sur les négociations de paix. Lors de la première rencontre organisée par l'Initiative Spéciale, à Maputo, au Mozambique, le Professeur Horace

Campbell, un universitaire africain de renom, avait estimé que l'inefficacité des négociations de paix est due à la manière dont elles sont organisées. « Compte tenu du fait qu'elles impliquent rarement les groupes sociaux les plus intéressés par la paix, à savoir les femmes et les jeunes, les négociations de paix en Afrique ne sont que des opportunités, pour les combattants, de se réarmer et de reprendre les conflits violents », a-t-il affirmé. Les accords ne tiennent pas lorsque les négocia-

teurs. Malgré tout, une nouvelle tendance positive est en cours en République démocratique du Congo, au Burundi, en Sierra Leone, au Soudan, en Ouganda et au Kenya, avec la mobilisation des groupes féminins. Dans tous ces cas, relève encore Mme Murungi, le facteur essentiel est que « les femmes passent les frontières, échangent des connaissances, définissent des stratégies communes, se soutiennent les unes les autres et suscitent un rare intérêt des médias. » De telles collabora-

de l'Initiative Spéciale, SaferAfrica, basée en Afrique du Sud, et la Fondation pour la Sécurité et le Développement en Afrique (FOSDA), dont le siège est au Ghana, exercent des pressions sur les gouvernements nationaux pour les amener à appliquer les traités régionaux visant la lutte contre les armes légères. Selon Afi Yakubu, directeur de la FOSDA : « Notre collaboration avec SaferAfrica en Afrique du Sud nous aide à nous montrer persuasifs en faisant comprendre qu'il

**En cette époque marquée par l'intensification de la mondialisation, l'Afrique est confrontée à de nouveaux défis qui ne peuvent être relevés à l'aide de solutions inventées et imposées par des gens étrangers à la région. L'Initiative Spéciale donne la priorité au règlement des conflits, à la citoyenneté et à l'identité ainsi qu'à l'intégration économique.**

ciations dont elles découlent sont privées de toute légitimité.

Cela est peut-être en train de changer. Lors des négociations de paix libériennes, qui avaient été organisées à Accra, au Ghana, la différence avait été remarquable. Une organisation communautaire, Women in Peace-Building Network (WIPNET—Réseau des Femmes dans la construction de la Paix), avait réussi à trouver une place autour de la table des pourparlers. L'objectif du WIPNET, présenté en des termes simples, est de veiller à ce que les accords de paix du Liberia et de la Côte d'Ivoire tiennent compte des préoccupations des femmes. Grâce à un financement de Urgent Action Fund-Africa—un bénéficiaire de l'initiative—WIPNET a su susciter l'intérêt des médias. Le Réseau a, notamment, mobilisé ses membres pour l'organisation de sit-in qui ont permis que « les parties adverses continuent de se parler jusqu'à la conclusion d'un accord applicable », a affirmé Betty Murungi, d'Urgent Action Fund-Africa. Il en est résulté le tout premier accord de paix au Liberia que tous les acteurs semblent déterminés à respecter.

Le résultat est aléatoire, car la paix durable dépend de toute une variété de

tion et synergie inter-africaines sont le reflet de la principale stratégie de l'Initiative Spéciale pour l'Afrique.

En plus de son intervention sur les processus de paix eux-mêmes, l'Initiative soutient les efforts coopératifs afin de lutter contre la prolifération des armes légères et de petit calibre, une source majeure de violence généralisée et d'instabilité politique. Même si l'Afrique n'est pas une grande productrice d'armes, elle possède environ le quart des 500 millions d'armes légères et de petit calibre illicites qui circuleraient dans le monde. Dans les dernières années, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest et la Communauté de Développement de l'Afrique australe (SADC) ont chacune décrété un moratoire sur ce type d'armes. Il convient cependant d'aller bien au-delà. Les populations ne sont pas réellement informées des moratoires et on note que les institutions nationales susceptibles de garantir leur mise en œuvre n'existent pas, tout comme le fait qu'ils renferment des dispositions contradictoires. Par exemple, chaque moratoire définit les armes légères de manière différente.

En Afrique occidentale, australe et orientale, deux des organisations partenaires

s'agit d'un problème africain qui requiert des solutions africaines partagées. » Leur effort est payant. Les médias de l'Afrique occidentale, orientale et australe ont renforcé l'intérêt qu'ils portent à cette question et l'Union africaine (qui regroupe l'ensemble des pays africains) manifeste un intérêt pour ce travail.

Pour ce qui est de la citoyenneté et de l'identité, l'Initiative Spéciale se focalise sur la manière de faire tomber les barrières qui entravent les déplacements sur le continent. « L'Afrique est l'endroit le plus inaccessible pour les Africains qui se déplacent à la recherche de travail ou fuient un conflit armé », indique Tajudeen Abdul-Raheem, directeur du Mouvement panafricain en Ouganda. Même lorsque les migrants obtiennent le droit de pénétrer dans un autre pays africain, ils sont souvent privés de leurs droits humains fondamentaux.

Les cas de la République démocratique du Congo, du Burundi, du Soudan, de l'Algérie et de la Côte d'Ivoire en sont des illustrations. Les migrants et leurs descendants sont soumis à des lois très restrictives en matière de citoyenneté ainsi qu'à l'exclusion politique et à des violations des droits humains. Cela peut créer des conditions susceptibles d'instaurer une longue instabilité politique et des guerres civiles dévastatrices. Une coalition d'organisations, conduite par le Centre pour les Etudes politiques d'Afrique du Sud, Justice Africa et le Forum de Gestion de la Politique de Développement d'Ethiopie,

**Un réfugié soudanais installé en Ouganda montre sa carte d'identité.**

travaille à la prise en charge de ce problème. Ils définissent et supervisent des politiques régionales qui garantissent une participation démocratique pour les citoyens comme pour les migrants.

L'intégration économique, troisième préoccupation de l'Initiative Spéciale, jouit d'un potentiel considérable pour le développement de l'Afrique. L'Afrique est marginalisée dans l'économie mondiale, avec une très faible partie (1,1%) du commerce mondial. Il a également été noté l'existence de graves obstacles au commerce transfrontalier et aux investissements sur le continent. Il s'agit, en particulier, de tarifs commerciaux et de lois discriminatoires sur les investissements, de lois fiscales prohibitives, d'infrastructures de communications et de transport de mauvaise qualité, de pratiques d'immigration restrictives et de monnaies nationales faibles.

L'un des principaux bénéficiaires de l'Initiative Spéciale, le Third World Network-Africa, travaille avec des gouvernements, des organismes intergouvernementaux et des organisations de la société civile du continent africain afin d'éliminer la majeure partie de ces obstacles. Il s'agit d'harmoniser les politiques nationales douanières tout en oeuvrant à l'élimination des tarifs discriminatoires. Il s'agira également d'élaborer des politiques d'investissement susceptibles de promouvoir les activités des petites et moyennes entreprises par delà les frontières et de plaider pour la création de monnaies régionales uniques. Il faudra, en outre chercher à garantir que les politiques en matière de commerce et d'investissement favorisent la préservation de l'environnement et le développement communautaire.

En outre, les gouvernements africains travaillent à la mise en place d'institu-



CRISPIN HUGHES/PANOS PICTURES

**Le projet permet à des Africains de travailler ensemble au niveau régional, en prenant en charge des défis dépassant les capacités des pays pris individuellement.**

tions continentales et sous-régionales d'intégration économique. Il s'agit des banques panafricaines d'investissement et monétaires dont la création est envisagée au niveau de l'Union africaine, de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe et de la Communauté économique de l'Afrique de l'Est.

En cette époque marquée par l'intensification de la mondialisation, l'Afrique est confrontée à de nouveaux défis qui ne peuvent être relevés à l'aide de solutions inventées et imposées par des gens étrangers à la région. La quête de solutions africaines aux problèmes africains a un sens concret et réaliste quand elle est abordée du point de vue de la collaboration interafricaine. Comme l'a expliqué un participant lors d'une récente rencontre de l'Initiative, « l'identification d'approches efficaces à l'intérieur de l'Afrique elle-même rend notre travail beaucoup plus facile que ce qui est requis au

sens abstrait du terme. »

Un participant, lors d'un récent atelier organisé en Ethiopie, avait fait remarquer : « L'Initiative Spéciale est une action qu'aucun bailleur de fonds n'a jamais entreprise auparavant ». Cela résume le projet : appuyer de nouveaux projets pour permettre aux Africains de travailler ensemble au niveau régional, en prenant en charge des défis dépassant les capacités des pays pris individuellement.

Compte tenu du fait que l'Initiative Spéciale relie différents groupes, organisations et institutions d'Afrique, il s'agit, dans un sens stratégique, de faire une forêt à l'aide des arbres.

*Pour de plus amples informations sur les activités de l'Initiative Spéciale en matière de paix, consulter le site : [www.peaceafrica.net](http://www.peaceafrica.net).* ■

Réimprimé avec autorisation. Traduction assurée par Mme Awa Sanou Ndoye Guèye pour Trust Africa.